
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59625

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Einheit zunächst sehr skeptisch gegenüberstanden, durch den amerikanischen Einfluß. Zum anderen sicherten die Vereinigten Staaten der Sowjetunion zu, daß sie den Vereinigungsprozeß ohne Beeinträchtigung ihrer Würde und ihrer Sicherheitsinteressen überstehen werde. Und schließlich war der enge Kontakt zwischen den amerikanischen Spitzenbeamten und führenden westdeutschen Diplomaten entscheidend für das Entstehen der Formel »Zwei plus Vier«, die es ermöglichte, daß die deutsche Einheit mit der Zustimmung der vier Siegermächte errungen werden konnte.

Auch die folgenden internationalen und innerdeutschen Ereignisse bis zu den ersten gesamtdeutschen Wahlen am 2. Dezember 1990 werden von Pond mit viel Akribie und Einfühlungsvermögen nachgezeichnet. Sie beendet ihre Darstellung mit einem Kapitel über den der deutschen Vereinigung folgenden »Katzenjammer« und einem Ausblick auf die weitere Ausgestaltung der deutsch-amerikanischen Beziehungen. Die deutsche Malaise der vergangenen Jahre wird wachsam registriert und nicht beschönigt; dennoch hält Pond eine Bewältigung der vielfältigen Probleme und eine Rückkehr zu dem für die alte Bundesrepublik typischen Grundkonsens auch im wiedervereinigten Deutschland für möglich. Die engen deutsch-amerikanischen Beziehungen will Pond über das Ende des Kalten Krieges in die neue Ära der Weltpolitik hinüberretten, wengleich sich die Gewichte innerhalb dieser Partnerschaft zugunsten Deutschlands verschieben werden, das nun eine größere Verantwortung übernehmen muß. Dieser Rolle, so äußert sich Pond optimistisch, wird Deutschland gerecht werden. Es ist zu hoffen, daß die deutsche Politik diesen Vertrauensbeweis rechtfertigt.

Hermann WENTKER, Potsdam

Jochen STAADT, *Die geheime Westpolitik der SED 1960–1970. Von der gesamtdeutschen Orientierung zur sozialistischen Nation*, Berlin (Akademie-Verlag) 1993, 368 p.

Gardons-nous d'impressions hâtives: derrière le caractère aguicheur de son titre, »Die geheime Westpolitik der SED 1960–1970« de Jochen Staadt participe de cette veine d'études approfondies qu'autorise l'ouverture des archives de l'ex-RDA.

Au chapitre 1, l'auteur profite de la présentation des objectifs généraux du SED pour donner un aperçu de l'organisation des services concernés, du processus décisionnel et de la répartition des rôles. Les cinq chapitres suivants montrent l'usure de l'option panallemande, depuis les contacts avec le parti social-démocrate et le DGB (en particulier après le discours de Wehner du 30 juin 1960) jusqu'au rejet de l'exigence occidentale de représentation exclusive (Alleinvertretungsanmaßung). L'impossible échange d'orateurs, avéré en 1966, et l'interdiction de contacts avec le parti est-allemand que décide Willy Brandt, matérialisent l'échec et condamnent les contacts à la clandestinité jusqu'en 1970. Passages révélateurs aussi que ceux qui sont consacrés aux pressions du vice-ministre de la Culture Bruno Haid sur Stefan Heym ou bien à la censure de Brecht.

Les chapitres 8 et 9 traitent de la réorientation de la politique occidentale de Pankow après la naissance d'une Grande coalition à laquelle la RDA aurait préféré une alliance SPD/F.D.P. La direction des Affaires occidentales auprès du Comité central est réorganisée et numériquement renforcée, le secrétariat d'Etat aux Affaires panallemandes devient secrétariat d'Etat aux Affaires Ouest-allemandes, changement d'étiquette qui traduit en réalité le passage de la thèse des deux Etats à celle des deux nations allemandes. Berlin-Est s'efforce d'affirmer la division de l'Europe face à l'établissement de relations diplomatiques germano-roumaines (1967, »doctrine Ulbricht«), mais, surtout à partir des entretiens Brandt-Abrassimov (19 juillet 1968), le chef du parti et de l'Etat, en perte de puissance, devient spectateur de l'évolution des rapports de Bonn avec d'autres Etats socialistes. Ni la virulence des critiques envers Brandt et le SPD, ni les tensions entre SED et PCUS n'incitent Moscou à prendre en considération les desiderata est-allemands. Pourtant, l'attrait sur les jeunesses socialistes ouest-allemandes croît

à la fin des années soixante. Même le Sozialistische Hochschulbund, né quelques années plus tôt par réaction contre les sympathies proorientales jugées excessives du SDS, évolue. Dans le même temps, les étudiants de RDA placent des espoirs dans W. Brandt.

L'étude de ces étapes successives de la politique ouest-allemande du SED permet à l'auteur de mettre à jour méthodes et objectifs de l'Est, ainsi que les réactions occidentales telles qu'elles sont calculées ou perçues. De rapport de fonctionnaire en compte rendu du Comité central, Staadt révèle l'arrière-plan, il dépeint ce qui n'était, jusqu'à présent, qu'esquissé. Au-delà de l'important apport événementiel, tout un système se trouve ainsi décrypté, son fonctionnement, ses objectifs, ses arrière-pensées et ses faiblesses mis à nu de manière d'autant plus crédible que l'auteur ne cède que rarement (et surtout au début de l'ouvrage) aux sirènes de la passion.

Après l'intérêt qu'a éveillé l'étude plutôt minutieuse que présentent les neuf premiers chapitres, l'évocation des années 70 dans les dix pages du chapitre 10 laisse toutefois le regret qu'un tel travail se termine entre trop et trop peu. En outre, une conclusion eut probablement été préférable à une »Schlußbemerkung« en final de cuivres.

Dans les trois volets qui composent le chapitre 7, et qui occupent une place à part, la corrélation entre le secret jalousement gardé sur les difficultés économiques de la RDA et l'approche très politique de l'opération »vérité sur la RDA« à Lubeck et à Hambourg est certes logique, mais elle ne ressort guère de la présentation. De même aurait-on ponctuellement souhaité de plus amples précisions, par exemple sur les négociations entre le Sénat de Berlin et la RDA qui sont à l'origine du »Passierscheinabkommen«.

Il n'en reste pas moins que ce livre constitue un apport important à l'étude des relations et de la politique des deux Allemagnes dans les années soixante.

Jean-Paul CAHN, Mulhouse

Günther HEYDEMANN, Lothar KETTENACKER (Hg.), *Kirchen in der Diktatur. Drittes Reich und SED-Staat, Fünfzehn Beiträge*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1993, 370 p.

If the historicization of the former GDR encourages comparisons between the east German dictatorship and its Nazi predecessor, it also underscores the unique role of the churches as the only major societal institutions to have maintained a more or less independent presence under both regimes. This volume is therefore both timely and important. The outgrowth of a symposium held at Erfurt's historic Augustinian monastery in late 1992, it provides a welcome introduction to what is likely to become a fertile topic of research and debate in years to come.

The book opens, appropriately enough, with a general essay (by former Bavarian Education Minister Hans MAIER) on the churches and the »totalitarian challenge« – appropriate, since the concept of totalitarianism constitutes both the point of departure for the symposium as a whole and an implicit frame of reference for many of the individual contributions. If the collapse of the Soviet empire has helped rehabilitate totalitarianism as an interpretive construct, MAIER's thoughtful and wide-ranging reflections suggest that this construct, freed from past bondage to Cold War polemics, can in fact be deployed flexibly, judiciously, and to considerable analytical advantage. Flexibility and judiciousness are indeed hallmarks of the entire volume. The editors take pains to avoid equating comparison with equivalence: Honecker's Berlin is clearly not the Berlin of Hitler. They are equally concerned to avoid forcing contributors into a single procrustean interpretive bed. This commitment to pluralism results not so much in a clash of irreconcilable views as in the contrapuntal interplay of multiple disciplinary, confessional, and social/political voices, a counterpoint further enriched by the subtle tonal differences that mark the contributions of participants from east and west of the old German-German frontier (with the exception of American political scientist Robert GOECKEL, the list of contributors is solidly German).